

3. Quand elles investissent le terrain agricole

Les environnementalistes s'intéressent de près à de nombreux sujets agricoles, sur lesquels ils tentent d'imposer leurs vues de diverses manières.

Selon l'expression d'un responsable professionnel, l'agriculture est « le terrain de jeu préféré des environnementalistes ». Normal : « L'agriculture gère à peu près la moitié du territoire », justifie Jean-Claude Bévillard, vice-président de France nature environnement (FNE), en charge des questions agricoles depuis une dizaine d'années. Au WWF France et à la fondation Nicolas Hulot, le référent « agriculture » de FNE n'a pas été parachuté là par hasard mais en raison de son bagage agricole. Tous les environnementalistes rencontrés « aiment les agriculteurs ». C'est toujours ça. Tantôt alliées, souvent rivales, les organisations traitent à leur manière les questions agricoles. Avec peut-être la tentation, parfois, d'en faire trop pour se démarquer. Tour d'horizon non exhaustif.

Sur le terrain. L'ambiance n'est pas forcément mauvaise entre agriculteurs et écologistes. Une coopération concrète peut même exister : la **Ligue de protection des oiseaux** a la plus longue tradition dans ce domaine. Son maillage local dense permet des « actions très concrètes, sur la préservation des nids, la gestion des haies et des bords de champs », illustre Christiane Lambert, vice-présidente de la FNSEA, qui constate que « quand les gens travaillent ensemble sur le terrain, il est plus facile de s'entendre que lors de débats aériens à Paris ».

Même **Greenpeace** sort parfois de son rôle contestataire pour travailler sur le terrain avec des agriculteurs, par exemple sur les bandes enherbées, nous a expliqué Marco Contiero, de Greenpeace Europe. Mais apparemment pas en France.

Après du grand public. Chacune



« Il en faut toujours plus »

On gagnerait en bonnes relations s'il y avait un peu plus de reconnaissance. Certains environnementalistes agissent en donneurs d'ordres et sont insatiables. Mais on s'entend très bien avec d'autres. Chez FNE, même si nous sommes en froid depuis leur campagne de dénigrement, il y a des personnalités scientifiques intéressantes. Cependant, le discours dominant manque d'approfondissement sur le métier d'agriculteur. »

CHRISTIANE LAMBERT
FNSEA

à sa manière tente de sensibiliser le public. Pédagogique et éducative, à la **Nicolas Hulot**, dont la fondation gère une « école » et propose un « coach carbone » et un « coach courses » (en concurrence avec celui du **WWF**). Incisive comme les **Amis de la terre**, qui publient des rapports plus ou moins relayés par les médias, récemment sur le gaz de schiste et l'accaparement des terres. Anxigène, sur les produits chimiques avec **Générations futures** ou sur les biotechnologies avec **Inf'OGM** (site web d'information « indépendant » mais dont le conseil d'administration compte un responsable de Greenpeace et des Amis de la terre). Insistante avec les militants de **Greenpeace** qui investissent les marchés et chaque salon de l'agriculture ou de l'automobile.

La sensibilisation du public a son pendant politique avec le lobbying auprès des institutions nationales et européennes, aboutissement d'un travail souterrain pour étudier, analyser et proposer des solutions « clé en main » aux politiques. Un travail parfois collectif, comme au sein du **groupe Pac 2013** ou du **Collectif pour l'agroécologie** qui mêlent organisations environnementales et paysannes. Les rencontres bilatérales jouent aussi leur rôle. Les ministres de l'Ecologie ne brillent pas par leur longévité. L'actuelle, en tout cas, a la confiance des ONG. Un dirigeant nous a confié s'entendre « très bien avec Ségolène », qu'il rencontre en dehors des rendez-vous officiels inscrits à l'agenda de la ministre.

Dans les instances de débat.

Devenir l'interlocuteur incontournable des pouvoirs publics : c'était l'ambition de **FNE**. Gagné. Quand elle ne va pas aux ministres, ceux-ci viennent à ses assemblées générales. Lorsqu'en septembre dernier, elle a

claqué la porte des Etats généraux de modernisation du droit de l'environnement pour protester contre le régime d'enregistrement pour les porcs, le ministre de l'époque, Philippe Martin, l'a « invitée » à revenir. Les Etats généraux n'ont d'ailleurs pas survécu et FNE est plus que jamais présente dans les débats.

A l'inverse, « **Greenpeace** n'est pas tentée par le dialogue », observe le député Bertrand Pancher. « Elle est rentrée dans la démarche Grenelle, en est sortie et a refusé de participer au suivi. » Hormis son siège au comité économique, éthique et social du Haut conseil des biotechnologies, l'organisation est peu présente dans les instances de débat. Sans doute parce que « c'est un travail qui mobilise énormément de temps et d'énergie mais qui reste invisible », souligne Jean-Pierre Raffin. L'ancien président de FNE, dont « chaque association membre siège dans une quinzaine de commissions locales », explique la difficulté à mener des campagnes avec Greenpeace « parce que son mode de fonctionnement est plutôt axé sur le 20 heures de TF1 que sur le travail au jour le jour »...

FNE en tout cas n'est pas prête de lâcher ses sièges et en réclame davantage, notamment dans les commissions départementales de consommation des espaces agricoles. La loi d'avenir agricole devrait la satisfaire. En attendant, dans les instances où les environnementalistes côtoient la profession, le dialogue a lieu tant bien que mal. « Il y a des points de désaccord : par exemple les débats sur les objectifs de réduction de phytos ou les surfaces d'intérêt écologique. Cependant, nous restons très attachés au dialogue », affirme Amandine Lebreton, chargée de l'agriculture à la fondation **Nicolas Hulot**, qui « a été à l'origine du Grenelle », rappelle-t-elle. Le dialogue



Discrédit.

La campagne de publicité de FNE dans le métro parisien, en février 2011, a choqué le monde agricole réuni en même temps au Salon de l'agriculture, porte de Versailles.

1. Action coup de poing.

Greenpeace est connue pour déployer les grands moyens. Ici, près de Toulouse, elle dénonce une culture OGM de maïs (mai 2014).

2. Sensibiliser.

Environnementalistes et agriculteurs travaillent aussi ensemble. Ici, la LPO propose des actions pour améliorer la biodiversité des exploitations (Charente-Maritime mai 2014).



GREENPEACE



LPO

est aussi le credo d'**Humanité et biodiversité**, qui travaille avec la FNSEA et l'APCA sur la trame verte et bleue « afin de ne pas en faire un outil de discorde », explique son directeur, Christophe Aubel. Il avoue être « déçu par la frilosité des syndicats agricoles », alors qu'il est « prêt à travailler avec eux pour chercher les meilleures solutions ».

Il note en même temps que « de plus en plus d'agriculteurs sur le terrain bougent pour construire un modèle différent. » Ce modèle, les **Amis de la terre** disent y travailler avec les organisations paysannes. « En revanche, au sein des instances, on discute avec la FNSEA mais on n'avance pas », lâche le président, Florent Compain. Même ressenti au **WWF**, qui juge les grandes organisations agricoles « réactionnaires ». Un exemple ? Le paiement des services environnementaux. Le WWF France y voit « un vrai sujet » (dans d'autres

pays, le WWF a travaillé à en mettre en place). Aujourd'hui, la FNSEA s'y intéresse. « Mais chaque fois qu'on a abordé le sujet au niveau européen, on s'est heurté au blocage de la profession campée sur le dogme des deux piliers », soutient Arnaud Gauffier, chargé de l'agriculture. « La porte n'est pas fermée », tempère le directeur, Philippe Germa, tout en reconnaissant que le WWF, adepte des partenariats avec le secteur privé, a « plus de facilité et de légitimité à travailler avec le président de Sofiproteol que celui de la FNSEA, même si c'est la même personne ! »

Avec des partenaires privés.

« Pour changer les choses, les entreprises ont un rôle au moins aussi important que les gouvernements et sont beaucoup plus durables qu'eux ! », commente Philippe Germa. Le **WWF** est pragmatique. Par exemple, là où les radicaux voudraient que l'élevage

se passe de soja brésilien, il propose de rendre le soja « responsable ». Le cahier des charges, élaboré en concertation avec les industriels, ne semble pas drastique (zéro déforestation après 2006, bonnes pratiques phytos, respect du droit du travail, préservation des zones de haute valeur naturelle) mais doit générer une prise de conscience. La bureaucratie et les coûts induits par la certification semblent la réserver à l'agrobusiness plutôt qu'à l'agriculture familiale. Une des raisons pour lesquelles le WWF, qui a aussi travaillé sur l'huile de palme, est parfois accusé de cautionner la déforestation et les cultures industrielles. « Ce n'est pas demain qu'on se passera de soja brésilien », balaie Philippe Germa. « En revanche, on peut améliorer son impact. » Cela n'empêche pas le WWF de travailler sur les alternatives locales au soja avec le monde agricole (FNCivam).

Autre adepte des partenariats privés, la fondation **Nicolas Hulot** travaille avec des entreprises et interprofessions agricoles sur la restauration collective à base de produits de qualité, de proximité et de saison.

Par la dénonciation. Greenpeace

sait se démarquer. Le bureau national organise régulièrement des coups d'éclat entièrement scénarisés, où la presse est invitée. Il n'y a pas forcément d'autres témoins de l'évènement, qui ne dure souvent que le temps de la photo.



« Des lanceurs d'alerte

L'agriculture ne concerne pas que les agriculteurs mais aussi l'ensemble de la société. Il faut prendre en compte ses attentes. Les associations sont des lanceurs d'alerte : il est bon d'entendre ce son de cloche dans les débats. Ce qui est mauvais, ce sont les excès. Le dogmatisme et la stigmatisation ne mènent à rien : plutôt que montrer du doigt certains agriculteurs, il faut se battre pour changer les politiques publiques. »

LAURENT PINATEL
CONFÉDÉRATION
PAYSANNE

... Parfois, la dénonciation est moins médiatique mais plus pérenne. Dernière trouvaille : Le Guetteur, un guide disponible sur papier, internet et mobile, qui classe les marques en fonction de leur politique vis-à-vis des OGM et des phytos. Il est basé sur les réponses des entreprises à un questionnaire envoyé par Greenpeace. Gare à ceux qui ne jouent pas le jeu, comme Lu et Charal qui ont été piégés par une interview en caméra cachée au salon de l'agriculture. Toutes les autres organisations jouent aussi sur ce créneau. A la façon douce du WWF, qui ne se sent « pas obligé d'houspiller les entreprises en public » mais leur « met la pression » si elles ne font aucun effort. A la manière forte de FNE en 2011, avec sa campagne d'affichage avant

le salon de l'agriculture. « Il y avait eu de nombreuses tentatives de dialogue avant », assume la fédération.

► **Devant la justice.** « On n'aime pas les contentieux, que ce soit clair : on a d'autres chats à fouetter ! », soutient Florence Denier-Pasquier, vice-présidente de FNE. Et son boulot de juriste « n'est pas de faire des contentieux mais de la formation ». Même si elle ne nie pas que les associations communiquent beaucoup sur les litiges, qui leur donnent de la visibilité.

Si FNE ne tire que 2 % de ses ressources des actions en justice, d'autres semblent en vivre : l'ASPAS (Association pour la protection des animaux sauvages) a engagé plus de 2 000 procédures devant les tribunaux en trente ans, contre des tirs

de loup ou des classements d'espèces nuisibles. **Eaux et rivières de Bretagne** indiquait avoir 24 actions en cours en 2013 et 21 décisions de justice ont été rendues cette même année, dont deux tiers en sa faveur. Elles concernent des utilisations non conformes de pesticides, le non-respect de règles d'épandage de lisier, l'absence de déclaration de travaux dans un cours d'eau...

D'autres en font un usage plus ciblé. Le WWF a quand même gagné 53 000 € dans le procès contre la société de chasse jugée responsable de la mort de l'ours Cannelle en 2004. Cet argent sera employé à introduire un nouvel ours dans les Pyrénées, prévoit son directeur. Le genre d'évènement qui risque de ne pas arranger l'ambiance sur le terrain... ■



« Une écologie des villes

En tant qu'agriculteur, j'en ai marre d'être taxé de pollueur. Nous sommes les premiers écologistes mais pragmatiques : nous voulons garder la fonction nourricière de l'agriculture. Dans le dialogue national avec les ONG, nous sommes sur des positions diamétralement opposées : sur les nitrates, les prédateurs... Le problème, c'est qu'elles font de l'écologie vue des villes. Et on craint les dérives sectaires. »

BERNARD LANNES
COORDINATION
RURALE

LES ÉCOLOS DÉTESTENT-ILS L'HUMANITÉ ?

Certaines idées, associées à tort ou à raison aux mouvements écologistes, inquiètent.

► **La nature contre l'homme.** Faux, selon Humanité et biodiversité : « La biodiversité nous intéresse parce que l'humain nous intéresse ! » « L'homme n'est absolument pas exclu de la nature, renchérit Jean-Pierre Raffin, de FNE. Ce qu'on appelle « nature » est l'héritage de l'évolution naturelle mais aussi des activités humaines et, dans un certain nombre de cas, il faut maintenir ces activités. » Le WWF est plus centré sur la nature sauvage. Il a poussé la création de nombreuses réserves naturelles dans le monde. D'ailleurs, les autochtones s'en souviennent et, malgré la déclaration en faveur des peuples autochtones adoptée en 1996 par le WWF, l'ONG Survival dénonce toujours les pressions subies par les pygmées du Cameroun sous l'influence, entre autres, d'une organisation au logo de panda... Mais revenons à nos moutons français, que le WWF France se voit



parfois reproché de livrer au loup. Son directeur s'en défend : entre le loup et l'agneau, il choisit le berger : « Le problème n'est pas le loup mais le manque de bergers », juge-t-il.

► **La décroissance.** Seuls les Amis de la terre se revendiquent comme « clairement décroissants ». « Mais pragmatiques », tempère Florent Compain, « on veut une société soutenable. » Tous les autres se défendent de prôner un retour en arrière. Il s'agit simplement d'arrêter de considérer que les ressources naturelles sont inépuisables, explique FNE. « Les écolos sont progres-

seurs de l'environnement sans affecter la production ni la productivité », explique Marco Contiero, responsable de l'agriculture au bureau européen. Il est pour l'intensification mais calculée à sa manière :

« Pas en termes de rendement par hectare mais de rendement par quantité d'intrants ou par impact sur l'environnement. » Chez FNE, Jean-Pierre Raffin renchérit : « Je déteste le terme "agriculture productiviste" car l'agriculture est faite pour produire : je n'y mets pas de connotation négative. » Il résume en trois points les objectifs de FNE pour l'agriculture : « 1 : qu'elle produise ; 2 : qu'elle permette un revenu correct à ceux qui en vivent ; 3 : qu'elle ne soit pas destructrice du milieu. » Il ajoute : « Ni destructrice pour d'autres pays, par exemple en exportant ses excédents dans les pays en développement. On veut défendre nos paysans mais pas détruire ceux d'ailleurs. »

(1) « Luc Hoffman, l'homme qui s'obstine à préserver la terre. Entretien avec Jil Süsterstein », 2010.